

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1953-1954.

SÉANCE DU 3 MARS 1954.

Rapport de la Commission des Finances chargée d'examiner le projet de loi majorant de 10 % les pensions prévues aux titres II et III des lois coordonnées sur les pensions militaires, les pensions de réparation, les pensions des victimes civiles de la guerre 1914-1918, organisant la mobilité de ces pensions et supprimant la deuxième révision quinquennale prévue à l'article 16 des lois sur les pensions de réparation coordonnées par l'arrêté du Régent du 5 octobre 1948.

Présents : MM. Pierre DE SMET, président; ALLEWAERT, BRIOT, CLYNMANS, le baron DE DORLODOT, DELMOTTE, Louis DESMET, DIERCKX, DOUTREPONT, HARMEGNIES, LACROIX, LEEMANS, MOLTER, MULLIE, RONSE, SCHOT, Léon SERVAIS, VAN LAEYS, VERMEYLEN, VREVEN et ADAM, rapporteur.

MESDAMES, MESSIEURS,

1. Analyse générale.

Le projet qui nous est transmis par la Chambre a pour but :

1^o de majorer de 10 % les pensions prévues aux titres II et III des lois coordonnées sur les pensions militaires, les pensions de réparation et les pensions des victimes civiles de la guerre 1914-1918, considérées comme victimes du devoir patriotique;

2^o d'accorder une majoration complémentaire de 10 % aux veuves dont le mari est décédé dans l'exécution du devoir patriotique, mais seulement lorsque le décès est dû incontestablement et exclusivement au fait de la guerre;

R. A 4834.

Voir :

Document du Sénat :

234 (Session de 1953-1954) : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1953-1954.

VERGADERING VAN 3 MAART 1954.

Verslag van de Commissie van Financiën belast met het onderzoek van het ontwerp van wet tot verhoging met 10 % van de pensioenen bepaald bij de titels II en III van de samengeordende wetten op de militaire pensioenen, de vergoedingspensioenen, de pensioenen van burgerlijke slachtoffers van de oorlog 1914-1918, tot inrichting van de mobiliteit van die pensioenen en tot afschaffing van de tweede vijfjaarlijkse herziening bepaald bij artikel 16 van de wetten op de vergoedingspensioenen, samengeordend bij het besluit van de Regent van 5 October 1948.

MEVROUWEN, MIJNE HEREN,

1. Algemene ontleding.

Het ons door de Kamer overgezonden ontwerp beoogt :

1^o de pensioenen, bedoeld in de Titels II en III van de geordende wetten op de militaire pensioenen, de vergoedingspensioenen en de pensioenen van de burgerlijke slachtoffers van de oorlog 1914-1918, die als slachtoffers van de vaderlandse plicht worden beschouwd, met 10 % te verhogen;

2^o een aanvullende verhoging van 10 % te verlenen aan de weduwen wier echtgenoot overleden is bij het volbrengen van de vaderlandse plicht, maar alleen wanneer het overlijden onbetwistbaar en uitsluitend te wijten is aan het oorlogsfeit;

R. A 4834.

Zie :

Gedr. St. van de Senaat :

234 (Zitting 1953-1954) : Ontwerp overgemaakt door de Kamer der Volksvertegenwoordigers.

3^o de supprimer toute discrimination basée sur les ressources professionnelles ou autres qui avaient été établies entre les grands invalides par la loi du 10 août 1948;

4^o d'organiser la mobilité de toutes ces pensions ainsi que celles des victimes civiles de la guerre qui ne peuvent invoquer à la base du fait dommageable, un acte patriotique.

Cette mobilité s'applique à la base majorée comme il est dit aux 1^o, 2^o et 3^o;

5^o de supprimer la deuxième révision quinquennale prévue à l'article 16 des lois sur les pensions de réparation coordonnées par l'arrêté du Régent du 5 octobre 1948.

2. Discussion à la Chambre des Représentants.

Au cours des discussions à la Chambre des Représentants, divers amendements ont été présentés qui peuvent être résumés comme suit :

A. — Les uns avaient pour but de majorer le pourcentage de l'augmentation prévue par le projet.

Rentrent dans cette catégorie : un amendement tendant à retourner progressivement aux taux fixés par la loi du 28 juillet 1926, alors que cette dernière loi a été abrogée par les lois du 10 août 1948 et du 26 juillet 1952; un amendement tendant à accorder uniformément 20 % (au lieu de 10 %) pour toutes les catégories de bénéficiaires du projet; un amendement tendant à accorder 20 % uniquement au profit des veuves, orphelins et ascendants; enfin, un amendement accordant 20 % uniquement à certains grands mutilés.

B. — D'autres amendements voulaient accorder l'augmentation à une date antérieure à celle du 1^{er} juillet 1954 (1^{er} janvier 1954 ou 1^{er} janvier 1953).

C. — La portée d'une autre catégorie d'amendements était d'étendre l'augmentation à certains bénéficiaires non prévus au projet du Gouvernement (veuves remariées — ou veuves remariées redevenues veuves — ou victimes civiles accidentelles).

D. — Certains amendements visant à introduire dans le projet des dispositions étrangères à l'objet du projet de loi ont été déclarés irrecevables tant en Commission qu'en séance publique.

E. — Concernant la suppression de la deuxième révision quinquennale, prévue par le projet à partir du 1^{er} janvier 1954, un amendement avait pour but de donner à cette suppression un caractère rétroactif.

Tous ces amendements, dont l'incidence budgétaire pour l'exercice 1954 dépassait globalement plus d'un milliard de francs, ont été rejetés à la

3^o elk onderscheid volgens de bedrijfs- of andere inkomsten, dat bij de wet van 10 Augustus 1948 onder de groot-invaliden is ingevoerd, op te heffen;

4^o de mobiliteit te regelen van al deze pensioenen, alsmede van die der burgerlijke slachtoffers van de oorlog, die zich op geen patriottische daad, als oorzaak van het schadegeval kunnen beroepen.

Deze mobiliteit wordt toegepast op een verhoogde basis als bepaald onder 1^o, 2^o en 3^o;

5^o de tweede vijfjaarlijkse herziening, vastgesteld bij artikel 16 der wetten op de vergoedingspensioenen, samengevat bij Regentsbesluit van 5 October 1948, af te schaffen.

2. Behandeling in de Kamer der Volksvertegenwoordigers.

Tijdens de behandeling in de Kamer der Volksvertegenwoordigers werden verscheidene amendementen ingediend, die als volgt kunnen worden ingedeeld :

A. — Sommige strekten tot opvoering van het in het ontwerp gestelde verhogingspercentage.

Vallen in deze categorie : een amendement om geleidelijk terug te keren tot de cijfers, vastgesteld bij de wet van 28 Juli 1926, hoewel deze wet is opgeheven bij de wetten van 10 Augustus 1948 en 26 Juli 1952; een amendement om een eenvormige verhoging met 20 % (in plaats van 10 %) toe te passen voor al de in het ontwerp bedoelde categorieën; een amendement om alleen aan de weduwen, wezen en ascendenten 20 % toe te kennen; ten slotte een amendement om alleen aan sommige zwaar verminkten 20 % te verlenen.

B. — Andere amendementen wilden de verhoging vroeger doen ingaan dan 1 Juli 1954 (1 Januari 1954 of 1 Januari 1953).

C. — Andere nog strekten tot toekenning van de verhoging ook aan sommige niet in het regeringsontwerp bedoelde begunstigten (hertrouwde weduwen — hertrouwde weduwen die opnieuw weduwe geworden zijn — toevallige burgerlijke slachtoffers).

D. — Andere weer strekten tot opneming in het ontwerp van bepalingen die geen verband hielden met het ontwerp; ze werden zowel in Commissie als in openbare vergadering onontvankelijk verklaard.

E. — Ten slotte was er met betrekking tot de afschaffing van de tweede vijfjaarlijkse herziening, die het ontwerp op 1 Januari 1954 doet ingaan, een amendement om deze afschaffing te doen terugwerken.

Al deze amendementen, waarvoor op de begroting 1954 meer dan 1 milliard frank moest worden uitgetrokken, werden op verzoek van de Minister

demande du Ministre des Finances, à l'exception d'un amendement du Gouvernement reprenant, en grande partie, un amendement d'initiative parlementaire et accordant une augmentation de 20 % au lieu de 10 % aux veuves bénéficiant actuellement d'une pension de 30.000 francs par an.

3. Majoration des pensions.

Il convient, tout d'abord, de remarquer que la majoration de 10 % est liée, en quelque sorte, à une revendication déjà ancienne à laquelle, ni le législateur de 1948 ni celui de 1952, n'ont cru pouvoir donner suite.

La loi du 28 juillet 1926 avait organisé une mobilité des pensions de guerre fondée sur les fluctuations de l'index des prix de détail.

En juillet 1940, les prix de détail n'étant plus publiés, cette mobilité cessait d'être applicable.

On en fut réduit à majorer les pensions de guerre et de réparation dans la mesure où les traitements et pensions des agents des services publics étaient eux-mêmes majorés.

Il en fut ainsi jusqu'en 1946, date où une dernière majoration, fondée sur le calcul prévu par la loi de 1926, fut accordée et porta, en fait, les pensions au coefficient 5,4.

Cette mobilité, toutefois, ne s'appliquait qu'aux pensions de la guerre 1914-1918 et du temps de paix.

Pour la guerre de 1940-1945, la loi du 26 août 1947 a adopté un autre système, qui prévoyait une mobilité différente, de telle sorte que le législateur de 1948, se trouvant devant des revendications tendant à majorer les pensions, fut contraint de reconnaître que la mobilité de 1926 était impossible à appliquer et dépassée par les événements et qu'il fallait satisfaire les invalides de guerre en accordant une majoration uniforme portant sur l'ensemble de leurs émoluments de l'époque et qui fut fixée à 15 % par la loi du 10 août 1948.

Les veuves étaient, il est vrai, exclues de cette majoration, parce que, contrairement aux invalides, elles avaient obtenu un régime qui se détachait nettement du système de tranches établi par la loi de 1926 et que le taux de leur pension était fixé de façon à atteindre, à l'époque, des montants très supérieurs à celui que leur aurait assuré l'application de cette disposition.

Par après, c'est par la loi du 26 juillet 1952 que l'on tenta de donner satisfaction à l'ensemble des victimes de la guerre, en accordant une majoration nouvelle de 15 % aux invalides et en portant la pension des veuves de guerre de 24 à 30.000 francs, tandis que la pension des veuves d'invalides de la guerre 1914-1918 était majorée de 15 % seulement.

Mais, pour mettre fin à toute équivoque, cette même loi du 26 juillet 1952 a stipulé expressément que la loi du 28 juillet 1926 et la mobilité qu'elle

van Financiën verworpen, met uitzondering van een regeringsamendement, dat grotendeels een initiatiefvoorstel overnam, waarbij aan de weduwen die thans een pensioen van 30.000 frank per jaar genieten, 20 % in plaats van 10 % verhoging wordt toegekend.

3. Verhoging van de pensioenen.

Allereerst moet worden opgemerkt dat de verhoging met 10 % enigszins teruggaat tot een vrij oude eis, waaraan de wetgever in 1948 en in 1952 gemeend had niet te kunnen voldoen.

De wet van 28 Juli 1926 had de oorlogspensioenen gekoppeld aan de schommelingen van de index der kleinhandelsprijzen.

Vanaf Juli 1940 kon deze mobiliteit niet meer worden toegepast, aangezien de kleinhandelsprijzen niet meer bekendgemaakt werden.

Derhalve moest men er zich toe beperken de oorlogs- en vergoedingspensioenen te verhogen in dezelfde verhouding als de wedden en pensioenen van het overheidsperoneel.

Dit gebeurde tot in 1946, toen een laatste verhoging werd toegekend, berekend volgens de wet van 1926, en de pensioenen feitelijk coëfficiënt 5,4 bereikten.

Deze mobiliteit gold echter slechts voor de pensioenen van de oorlog 1914-1914 en van de vrede-tijd.

Met betrekking tot de oorlog 1940-1945 voerde de wet van 26 Augustus 1947 een andere regeling in met een verschillende mobiliteit, zodat de wetgever, die zich in 1948 voor de eisen tot pensioenverhoging zag geplaatst, verplicht was te erkennen dat de mobiliteit van 1926 achterhaald, en onmogelijk toe te passen was, en dat aan de oorlogsinvaliden voldoening moest worden geschonken door een eenvormige verhoging van de gezamenlijke emolumenten, die zij toen genoten, welke verhoging bij de wet van 10 Augustus 1948 op 15 % is vastgesteld.

Wel waren de weduwen van deze verhoging uitgesloten omdat voor hen, in tegenstelling met de invaliden, een regeling gold die aanmerkelijk afweek van het tranchestelsel dat de wet van 1926 had ingevoerd, en omdat hun pensioen, toen reeds, veel hoger was dan het bedrag dat zij op grond van die bepaling hadden kunnen verkrijgen.

Naderhand werd bij de wet van 26 Juli 1952 gepoogd aan al de oorlogsslachtoffers, voldoening te schenken door een nieuwe verhoging met 15 % toe te kennen aan de invaliden, en door het oorlogsweduwenspensioen van 24.000 tot 30.000 frank op te voeren terwijl het pensioen der weduwen van invaliden 1914-1918 slechts met 15 % werd verhoogd.

Doch om alle verwarring te voorkomen werd in dezelfde wet van 26 Juli 1952 uitdrukkelijk bepaald dat de wet van 28 Juli 1926 en de daarbij

avait établie, étaient abrogées pour l'avenir et que ses effets demeuraient fixés aux taux qu'ils avaient atteints au 31 décembre 1946.

Certains commissaires sont cependant intervenus sur l'application de cette loi du 28 juillet 1926 et ont demandé qu'on en revienne à ses effets.

Le Ministre des Finances a déclaré ne pouvoir s'engager dans cette voie, qui représenterait une dépense immédiate de 650 millions de francs environ. L'Etat, a-t-il dit, ne peut supporter pareille augmentation en ce moment, étant donné les lourdes charges qui pèsent sur lui dans le domaine de la Défense Nationale.

Par ailleurs, on comprendra aisément, porte l'Exposé du projet, « que le Gouvernement actuel, à quelques semaines d'une consultation électorale, ne puisse pas donner une solution à un problème aussi ample, en laissant au Gouvernement à venir la charge de rechercher les voies et moyens propres à le réaliser ».

C'est la raison pour laquelle est proposée une majoration limitée à 10 % de l'ensemble des pensions de guerre des victimes du devoir civique et militaire, cette majoration devant prendre cours à partir du 1^{er} juillet 1954.

Indépendamment de cette majoration, le projet qui nous est transmis par la Chambre accorde une majoration complémentaire de 10 % aux veuves qui bénéficient actuellement de la pension de 30.000 francs, laquelle est réservée :

1^o aux veuves des grands invalides de la guerre 1914-1918 ou de la guerre 1940-1945;

2^o aux veuves de la guerre 1914-1918 mariées avant le fait dommageable, lorsque le décès du mari se place moins de 15 ans après le 30 septembre 1919;

3^o aux veuves de la guerre de 1940-1945.

15.964 veuves et 2.033 orphelins bénéficieront de cette majoration complémentaire, soit au total 17.997 pensionnés.

En faisant cet effort supplémentaire, le Gouvernement portera l'augmentation de charge annuelle du présent projet de loi à 294 millions.

Si l'on ajoute à cette charge nouvelle, celle qui résulte de l'application de la loi du 26 juillet 1952 et de celle du 24 juin 1952 qui créa un chevron de captivité, le Gouvernement actuel a augmenté la charge des pensions de guerre de 705 millions en moins de deux ans.

L'augmentation globale des pensions accordées depuis 1950 atteint, selon l'attribution de la catégorie des pensions, de 25 à 50 %.

Il convient de remarquer, en outre, ainsi qu'il a été signalé plus haut, qu'après le vote du présent projet, une catégorie importante de veuves jouira d'une pension dont le taux dépasse de 120 % environ les effets de la loi du 28 juillet 1926.

Certains Commissaires se sont inquiétés de la question des plus grands invalides.

Il convient de souligner que par la suppression de la discrimination entre les grands invalides,

ingévoerde mobiliteit voor de toekomst opgeheven waren en dat de op 31 December 1946 bereikte bedragen gehandhaafd zouden blijven.

Sommige commissieleden zijn evenwel op de toepassing van deze wet van 28 Juli 1926 teruggekomen en hebben gevraagd dat die regeling opnieuw zou ingevoerd worden.

De Minister van Financiën verklaarde die weg niet te kunnen opgaan, aangezien zulks tot een onmiddellijke uitgaaf van circa 650 miljoen frank zou leiden. De Staat, zeide hij, kan deze verhoging thans niet op zich nemen wegens de zware lasten die hij te dragen heeft op het stuk van landsverdediging.

Bovendien zal men gemakkelijk begrijpen, aldus de Memorie van Toelichting, « dat de huidige Regering op enkele weken van een verkiezing, geen oplossing kan geven aan een zo omvangrijk probleem door aan de aanstaande Regering de last over te laten de middelen op te zoeken om het te verwezenlijken. »

Daarom wordt een beperkte verhoging voorgesteld van 10 % voor de gezamenlijke oorlogspensioenen der slachtoffers van de burgerlijke en militaire plicht, welke verhoging op 1 Juli 1954 zou ingaan.

Behalve deze verhoging, verleent het door de Kamer overgezonden ontwerp aan de weduwen die thans een pensioen van 30.000 frank genieten, een aanvullende verhoging van 10 %, doch uitsluitend voor :

1^o de weduwen der groot-invaliden van de oorlog 1914-1918 of van de oorlog 1940-1945;

2^o de weduwen van de oorlog 1914-1918, die gehuwd waren vóór het schadegeval, wanneer de echtgenoot minder dan vijftien jaar na 30 September 1919 is overleden;

3^o de weduwen van de oorlog 1940-1945.

15.964 weduwen en 2.033 wezen of in totaal 17.997 gepensioneerden, zullen deze aanvullende verhoging genieten.

Door deze nieuwe maatregel verhoogt de Regering de jaarlijkse last van dit wetsontwerp met 294 miljoen.

Rekent men daarbij de last van de wet van 26 Juli 1952 en die van de wet van 24 Juni 1952 tot instelling van een gevangenschapsstreep, dan heeft de huidige Regering de last van de oorlogspensioenen, in minder dan twee jaar tijds, met 705 miljoen opgevoerd.

De globale verhoging van de sinds 1950 toegekende pensioenen bedraagt, al naar de categorie, 25 tot 50 %.

Bovendien zij opgemerkt, dat, zoals reeds gezegd, een belangrijke categorie van weduwen na aanmerking van dit ontwerp, een pensioen zullen genieten dat ongeveer 120 % hoger zal liggen dan hetgeen zij ingevolge de wet van 28 Juli 1926 ontvingen.

Sommige commissieleden maakten zich bezorgd over de grootste invaliden.

Er valt op te merken dat dezen, ingevolge de opheffing van het onderscheid tussen de groot-

d'une part, et par l'octroi de la majoration de 10 %, d'autre part, ceux-ci atteindront des taux de pension très proches de ceux qu'ils auraient atteints par la loi du 28 juillet 1926.

4. Suppression de la deuxième révision quinquennale.

La suppression de la deuxième révision quinquennale était ardemment souhaitée par les quelque 37.000 invalides de la guerre 1940-1945 qui devaient encore la subir.

On sait que ces révisions pouvaient entraîner des augmentations, des réductions et même des suppressions de pensions.

La dernière statistique établie à ce sujet, indique que les pensions étaient :

- inchangées dans 62,9 % des cas;
- augmentées dans 13,9 % des cas;
- diminuées dans 18,5 % des cas;
- supprimées dans 4,7 % des cas.

Par la suppression de la deuxième révision quinquennale, est supprimée aussi la chance qu'elle donnait à certains invalides de voir augmenter leur pension, lorsque la majoration constatée n'est que de 5 %.

Les autres, qui bénéficiaient d'une augmentation plus importante, devront faire usage de la faculté que la loi leur donne d'introduire une demande de révision pour aggravation, laquelle ne peut avoir d'effet que si l'aggravation est de 10 % au moins.

5. Mobilité des pensions.

La mobilité des pensions suivant les fluctuations du coût de la vie fut toujours la revendication essentielle des intéressés.

Le Gouvernement y fait droit par le présent projet.

Il organise la mobilité, en fixant une base à partir de laquelle la pension variera, désormais, automatiquement suivant la fluctuation de l'index des prix de détail et d'une manière uniforme pour les pensions des victimes militaires et celles des victimes civiles.

Cette base est celle des pensions, indemnités ou allocations payées pour le deuxième trimestre 1954. Elle sera augmentée des majorations prévues par le projet. Et c'est, sur le taux unique ainsi obtenu, que s'appliquera la mobilité uniforme que prévoit l'article 1^{er}, § 3, et que l'article 5 applique aussi aux victimes civiles de la guerre.

6. Discussion des articles.

Un amendement a été proposé tendant à remplacer dans tout le projet, les mots « 1^{er} juillet 1954 » par les mots « 1^{er} avril 1954 ».

invalides en de toekenning van de 10 %-verhoging, bijna een even hoog pensioen zullen genieten als zij krachtens de wet van 28 Juli 1926 zouden hebben verkregen.

4. Afschaffing van de tweede vijfjaarlijkse herziening.

De afschaffing van de tweede vijfjaarlijkse herziening komt tegemoet aan het vurige verlangen van de 37.000 invaliden van de oorlog 1940-1945, die haar nog moesten ondergaan.

Het is bekend dat deze herzieningen een verhoging, vermindering en zelfs afschaffing van het pensioen tot gevolg konden hebben.

De jongste statistiek op dit gebied wijst uit dat de pensioenen :

- onveranderd bleven in 62,9 % van de gevallen;
- verhoogd werden in 13,9 % van de gevallen;
- verminderd werden in 18,5 % van de gevallen;
- afgeschaft werden in 4,7 % van de gevallen.

Door de afschaffing van de tweede vijfjaarlijkse herziening vervalt voor sommige invaliden ook de kans op een pensioenverhoging, wanneer de vastgestelde vermeerdering slechts 5 % bedraagt.

Zij die een belangrijker verhoging genoten, zullen gebruik moeten maken van de hun bij de wet verleende mogelijkheid om een aanvraag tot herziening in te dienen wegens verergering, welke herziening geen uitwerking kan hebben tenzij de verergering ten minste 10 % bedraagt.

5. Mobiliteit van de pensioenen.

De koppeling van de pensioenen aan de kosten van levensonderhoud is altijd een voorname eis van de belanghebbenden geweest.

De Regering komt er met dit ontwerp aan tegemoet.

Zij voert de mobiliteit in door een basis te bepalen waarboven het pensioenbedrag voortaan automatisch zal meegaan met de schommelingen van het indexcijfer der kleinhandelsprijzen en dit op een-vormige wijze, zo wat de pensioenen der militaire als die der burgerlijke slachtoffers betreft.

Als basis wordt genomen het bedrag aan pensioen, vergoedingen en tegemoetkomingen voor het tweede kwartaal 1954, vermeerderd met de in het ontwerp bepaalde verhogingen. Op het vast bedrag dat aldus verkregen wordt, zal dan de eenvormige mobiliteit worden toegepast die in artikel 1, § 3, bepaald wordt en krachtens artikel 5 ook voor de burgerlijke oorlogsslachtoffers zal gelden.

6. Artikelsgewijze bespreking.

Er is een amendement ingediend om overal in het ontwerp de woorden « 1 Juli 1954 » te vervangen door « 1 April 1954 ».

Le Ministre des Finances s'y est opposé pour deux raisons : l'une d'ordre budgétaire, l'autre d'ordre technique.

Au point de vue budgétaire, l'adoption de cet amendement représenterait, a-t-il déclaré, une dépense supplémentaire de 73 millions 500.000 francs pour l'année 1954, alors que déjà la charge s'élèvera à 147 millions pour cet exercice.

D'autre part, il est impossible techniquement d'amener le paiement de la majoration à partir du 1^{er} avril, en raison des exigences du service mécanographique de la Caisse Nationale des Pensions de guerre.

Le présent projet, a ajouté le Ministre, lui a valu de vifs remerciements de la part des dirigeants de grandes associations d'invalides.

Un commissaire a contesté le bien-fondé des arguments du Gouvernement tant du point de vue technique, que du point de vue budgétaire.

Il a insisté auprès de ses collègues pour qu'ils votent unanimement l'amendement, en sorte d'arriver à une solution nationale et d'éviter ainsi les discussions en séance publique, chaque groupe se bornant, en ce cas, à une courte déclaration à la tribune.

L'amendement a été rejeté par 10 voix contre 9.

La question a été posée de savoir si la situation des ascendants est améliorée par le projet.

Le Ministre des Finances a répondu que celui-ci assure aux ascendants la majoration de 10 % accordée à la généralité des pensionnés.

Plusieurs commissaires ont protesté contre le fait que le Gouvernement a déposé le projet à la veille des élections législatives, voulant ainsi se constituer un instrument de propagande à la faveur d'avantages nouveaux accordés aux victimes de la guerre, tout en ne l'appliquant qu'à partir du 1^{er} juillet prochain.

Le Gouvernement a répondu que seul l'a inspiré le souci d'améliorer le sort des intéressés, compte tenu des possibilités budgétaires.

*
* *

Le projet a été adopté à l'unanimité, moins 3 abstentions.

Le présent rapport a été approuvé à l'unanimité.

Le Rapporteur,
E. ADAM.

Le Président,
PIERRE DE SMET.

De Minister van Financiën heeft zich daartegen verzet om twee redenen, de ene van budgetaire, de andere van technische aard.

Budgetair gezien zou de aanneming van dit amendement, aldus de Minister, een bijkomende uitgave tot gevolg hebben van 73.5 miljoen frank voor het jaar 1954, terwijl de last voor dit dienstjaar reeds 147 miljoen bedraagt.

Ook technisch is het onmogelijk de verhoging met ingang van 1 April uit te betalen, wegens de eisen van de mecanografische dienst van de Nationale Kas voor Oorlogspensioenen.

De leiders van grote invalidenverenigingen, zo voegt de Minister hieraan toe, hebben hem hun grote dank uitgesproken voor dit ontwerp.

Een commissielid betwistte de gegrondheid van de technische en budgetaire argumenten van de Regering.

Hij drong bij zijn collega's aan op eenstemmige aanneming van het amendement ten einde aldus een nationale oplossing aan het vraagstuk te geven en een discussie te vermijden in openbare vergadering, waar elke groep zich in dat geval tot een korte verklaring vanaf het spreekgestoelte zou beperken.

Het amendement is met 10 tegen 9 stemmen afgewezen.

Er is gevraagd of het lot van de ascendenten door het ontwerp verbeterd wordt.

De Minister van Financiën heeft verklaard dat het aan de ascendenten een verhoging toekent met 10 % evenals aan de overige gepensioneerden.

Verscheidene commissieleden protesteerden tegen het feit dat de Regering het ontwerp juist vóór de algemene verkiezingen heeft ingediend om propaganda te maken met de nieuwe voordelen die aan de oorlogsslachtoffers worden verleend, hoewel deze eerst met ingang van 1 Juli aanstaande worden toegekend.

De Regering antwoordde hierop dat zij alleen een lotsverbetering voor de belanghebbenden op het oog heeft gehad, met inachtneming van de begrotingsmogelijkheden.

*
* *

Het ontwerp is op 3 onthoudingen na eenstemmig aangenomen.

Dit verslag is eenparig goedgekeurd.

De Verslaggever,
E. ADAM.

De Voorzitter,
PIERRE DE SMET.